GROUPE DE TRAVAIL MINISTERIEL DU 6 NOVEMBRE 2015

Point 1) Présentation du projet de circulaire ministérielle déclinant dans les MEF la circulaire DGAFP du 3 juillet 2014 d'application du décret 82-447 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique

Le 1^{er} mars 2012 est entré en vigueur, le décret n° 2012-224 du 16 février 2012 qui a profondément modifié le décret du 28 mai 1982 sur l'exercice du droit syndical.

En l'absence de circulaire DGAFP, une instruction ministérielle provisoire a été mise au point en concertation avec les fédérations durant l'été 2012, pour permettre la mise en œuvre des nouvelles dispositions - essentiellement celles concernant les nouveaux critères de représentativité et celles relatives au « crédit de temps syndical » (nouvel art 16).

Le passage d'un dispositif dans lequel le contingent de CTS était attribué aux organisations syndicales directionnelles, à un dispositif dans lequel ce contingent est attribué aux fédérations, n'étant pas réalisable en cours d'année, les nouvelles règles n'ont pu réellement être appliquées qu'à partir de 2013.

Après publication de la circulaire DGAFP en juillet 2014, des dispositions complémentaires relatives aux autres facilités¹ en temps (ASA 13 et 15, DAS CSFPE et crédit de temps CCFP) ont pu être introduites dans le projet d'instruction ministérielle.

Celui-ci, déclinant, au niveau des MEF, le dispositif réglementaire explicité par la circulaire fonction publique du 3 juillet 2014, a été transmis aux fédérations syndicales le 23 juin 2015. Pour tenir compte des observations formulées depuis, deux modifications ont été apportées dans le document transmis pour le présent GT :

1°) Page 3 – rubrique « Obligations de service de l'agent partiellement déchargé d'activité de service » : le § à la suite a été reformulé comme suit, pour une meilleure compréhension : *Une même quotité de décharge aura un impact différent sur les obligations de service de l'agent, selon qu'il travaille à temps plein ou à temps partiel ; mais que l'agent travaille à temps plein ou à temps partiel, une même quotité de décharge consommera la même quantité d'ETP.*

2°) Page 6, 1^{er} § : suppression des mots « assemblées générales ».

Le projet d'instruction vise notamment à détailler les circuits de gestion du contingent de CTS entre les différentes parties prenantes (Secrétariat général - directions générales - fédérations ministérielles - organisations syndicales directionnelles).

Il insiste notamment sur la nécessité de saisir suffisamment tôt la direction gestionnaire de l'agent concerné de toute demande de modification de la situation individuelle (nouvelle décharge totale ou partielle, augmentation de la quotité de décharge ou demande de réintégration dans les services avec fin de décharge totale ou partielle). En effet, une anticipation suffisante est de nature à faciliter la mise en œuvre de la demande, afin de prendre les mesures de gestion requises, tant vis-à-vis de l'agent que pour assurer le bon fonctionnement des services.

S'agissant des droits contingentés ministériels, le projet d'instruction précise les conséquences qui découlent, en gestion, du nouveau dispositif introduit par l'article 16 du décret du 28 mai 1982 modifié qui prévoit deux modes d'utilisation du crédit de temps syndical – décharge de service (en ETP) ou crédit d'heures (1/2 journées). L'instruction est assortie d'un tableau d'utilisation de la décharge partielle, qui reprend celui figurant dans la circulaire provisoire.

¹ Le congé pour la formation syndicale, qui fait l'objet d'un décret spécifique et dont la DGAFP a prévu la rénovation, n'est pas abordé dans la circulaire ministérielle.